



Racisme et xénophobie en milieu rural

Comment les discours politiques
alimentent-ils le racisme en milieu rural,
notamment à travers la question
migratoire ?

Rapport rédigé par des membres de l'Initiative
Jeunes de la CNCDH : Noura Bancé, Alexandre
Baubec, Alana Seignon
Septembre 2025

Ce rapport ne reflète pas une position de la CNCDH.
Il est l'expression du groupe de travail cité, membre de l'Initiative Jeunes.

TABLE DES MATIÈRES

Préambule	2
1. Racisme et ruralité : entre invisibilisation et spécificité locales	5
1.1. Définition du racisme et de ses formes contemporaines	5
1.2. Spécificités de la ruralité	5
1.3. Racisme en milieu rural : une réalité sous-estimée ?	7
2. L'immigration comme pivot du discours politique : une construction idéologique à forte résonance rurale	8
2.1. L'instrumentalisation politique de l'immigration	8
2.2. La politisation xénophobe des classes moyennes en ruralité : entre insécurité culturelle et recomposition identitaire	8
2.3. Un racisme rural structuré par des relais médiatiques	8
3. Réception et effets des discours xénophobes en milieu rural	10
3.1. Représentation sociale des migrants chez les populations rurales	10
3.2. Impact social sur les migrants : discrimination et isolement	11
3.3. Résistance et contre-discours locaux	11
4. Le prisme sécuritaire dans le traitement de l'immigration	12
4.1. Dimension politique : criminalisation de la migration et droit d'asile en recul	12
4.2. Les faits divers comme outil au cœur de la « bataille culturelle »	12
4.3. Pratiques policières et racialisation par le contrôle	13
5. Recommandations	14
Bibliographie	15
Annexes	16

PRÉAMBULE

Contexte

Un climat politique basé sur la stigmatisation des migrants

Dans de nombreux territoires ruraux, on observe depuis quelques années un repli identitaire et des discours et actes xénophobes.

Ces territoires, souvent perçus comme marginalisés, deviennent exacerbés et se nourrissent d'un populisme anti-migration.

Certains territoires ruraux où la **population immigrée est faible** voire absente peuvent être plus sensibles aux discours xénophobes, ce qui peut sembler être un paradoxe. Ce rejet repose ainsi principalement sur des **représentations médiatiques** ou des imaginaires collectifs. Aussi, l'arrivée de populations immigrées dans les campagnes peut être source de **tensions de voisinage** ou de cohabitation, surtout lorsque celles-ci conservent leurs cultures et traditions, en opposition avec l'assimilation sociale défendue par l'extrême droite. Les populations locales, face à des valeurs qui leur sont étrangères, pourraient en effet se montrer en premier lieu hostiles.

Ces tensions peuvent être exploitées à des fins électorales, en faisant de l'immigration un bouc émissaire qui serait à l'origine de tous les maux de la société. Ces discours trouvent un écho particulier dans les zones rurales où le sentiment d'insécurité est plus marqué.

Genèse et évolution du projet

Une réflexion ancrée dans l'expérience et dans l'actualité

Le point de départ de notre travail repose sur une intuition partagée au sein du groupe :

celle d'un **impact tangible**, mais peu documenté, des **discours médiatiques xénophobes sur les personnes racisées vivant en milieu rural**. Plusieurs membres ayant eux-mêmes grandi ou vécu dans ces territoires, et parfois été témoins ou victimes de discriminations, nous avons souhaité croiser nos expériences avec une réflexion plus large sur l'évolution récente de ces discours, en particulier sous l'effet des réseaux sociaux. Ces derniers constituent aujourd'hui des vecteurs majeurs de diffusion de stéréotypes et d'idées reçues, notamment auprès d'un public jeune dont l'esprit critique est en cours de formation.

Ce choix de sujet nous a conduits à mettre en lumière les **angles morts propres à la discrimination dans les territoires ruraux** : un espace souvent absent des grandes enquêtes nationales, mais où les enjeux liés au racisme et à l'inclusion sont pourtant bien réels. En tant que jeunes, et en tant que personnes concernées ou proches de personnes concernées, nous avons voulu apporter un regard à la fois personnel, sensible et analytique sur cette problématique.

Débats méthodologiques et cadrage initial

Dès le lancement du projet, plusieurs approches étaient envisageables :

- Une enquête sociologique de terrain ;
- Des auditions ;
- Une analyse médiatique fondée sur l'étude d'un corpus ;
- Une approche plus théorique à partir des travaux de recherche existants.

Il nous fallait cependant concilier ambition, faisabilité et pertinence dans le cadre de l'Initiative Jeunes. Il nous semblait essentiel de ne pas simplement exposer des faits, mais de **partir de l'impact de ces discours sur les trajectoires individuelles**, les ressentis, les espoirs et les blessures.

L'ajustement progressif des ambitions

Au fil de notre travail, l'idée initiale d'un rapport complet a progressivement évolué vers un

format plus court et ciblé, davantage orienté vers la formulation de **propositions concrètes permettant d'ouvrir de nouvelles pistes de réflexion**. Ce recentrage s'est opéré en raison de plusieurs facteurs : le temps limité, les contraintes de disponibilité au sein du groupe, mais aussi la volonté de produire un livrable synthétique et directement mobilisable par la CNCDH. L'idée d'auditionner des personnes concernées est restée centrale : parmi les pistes envisagées (cf. annexes), une seule a pu aboutir – celle de **l'audition de Stéphane Duval, directeur de la SAVI à Béthune**. Son intervention, rendue possible grâce au contact personnel d'une membre du groupe, a été précieuse.

Affinement du sujet et fixation du format final

L'angle initial portait sur l'impact émotionnel des discours médiatiques xénophobes sur les personnes concernées – un aspect rarement exploré de manière approfondie. Il s'agissait de documenter ce que ces discours génèrent : anxiété, sentiment d'exclusion, autocensure, ou encore adaptation forcée dans les parcours de vie. Cette approche impliquait également une interrogation sur la responsabilité des médias dans la construction de l'opinion, et sur la nécessité pour l'action publique d'assurer un cadre discursif plus inclusif et respectueux.

Cependant, **plusieurs difficultés** se sont posées :

- Difficulté à identifier des chercheurs spécialistes disponibles ;
- Complexité à constituer un échantillon diversifié (âge, origine, niveau de langue, situation socio-professionnelle, type de médias consommés, etc.) ;
- Volonté de ne pas tomber dans l'anecdotique tout en valorisant les récits de vie.

Face à cela, les **échanges avec des membres de la CNCDH** ont permis de repositionner le projet :

- Louise Savri et Paula Arthus (sous-commission A) nous ont invité·es à viser la concision et la diversité des témoignages ;
- Les membres du GT Racisme ont souligné



l'intérêt d'un encart thématique articulé au rapport annuel 2025, avec une portée ciblée (médias spécifiques, comparaison avec des personnes non racisées, contexte local, etc.) ;

- Enfin, ClaireALLEMAND nous a conseillé sur la conduite d'auditions : poser des questions ouvertes, structurer une grille qualitative, éviter le surcadrage, et rester à l'écoute du vécu.

Problématique retenue

Comment les discours politiques alimentent-ils le racisme en milieu rural, notamment à travers la question migratoire ?

Ce choix recentre le projet sur l'articulation entre sphère médiatique et sphère politique, tout en conservant une entrée par le ressenti des personnes concernées. Nous avons conscience que ce travail n'épuise pas le sujet, mais nous espérons qu'il apportera des éléments utiles aux réflexions futures.

Malgré les difficultés rencontrées, nous avons tenu à **documenter l'ensemble des étapes de notre réflexion**. Cette transparence est mise au service des futures promotions de l'Initiative Jeunes, afin qu'elles puissent **s'appuyer sur nos travaux**, y compris ceux qui n'ont pas pu être finalisés (voir annexes).

Remerciements

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à toutes les personnes qui ont contribué, de près ou de loin, à la réalisation de ce travail. Nous remercions tout particulièrement **Louise Savri et Paula Arthus** pour leur attention constante au bon déroulement de notre projet, leur écoute bienveillante face aux inquiétudes exprimées par les membres de notre groupe, leur vigilance quant à la répartition des charges de travail, et surtout pour l'intérêt sincère et soutenu qu'elles ont manifesté à l'égard de notre sujet.

Nos remerciements s'adressent également aux membres du **Groupe de travail sur le racisme** pour leur accueil chaleureux, la richesse

de leurs conseils, ainsi que pour leur appui précieux envers l'Initiative Jeunes et notre groupe en particulier. Leur regard attentif et leurs retours nous ont permis d'affiner notre démarche.

Nous souhaitons également remercier **Nicolas Vatimbella**, notre tuteur, pour sa disponibilité, sa rigueur discrète mais essentielle, et son accompagnement constant. Grâce à lui, nous avons pu traverser avec sérénité les moments d'incertitude et maintenir une ligne directrice cohérente tout au long de notre travail.

Enfin, nos remerciements vont à l'ensemble des **membres de la CNCDH**, ainsi qu'aux autres **participants de l'Initiative Jeunes**, pour leurs encouragements, leur aide ponctuelle et leur esprit d'entraide, qui ont renforcé notre motivation collective.



1. RACISME ET RURALITÉ : ENTRE INVISIBILISATION ET SPÉCIFICITÉS LOCALES

1.1. Définition du racisme et de ses formes contemporaines

La Loi dite «Pleven»¹ du 1er juillet 1972 définit le racisme comme des propos, des comportements ou des violences à l'égard d'une origine ou de sa religion. La loi interdit et sanctionne le racisme lorsqu'il prend la forme de propos injurieux, de comportements discriminatoires (traitement défavorable de personnes, se trouvant dans une situation comparable, dans le domaine de l'emploi, de l'éducation, d'accès à la location...) ou de violences physiques.

Le racisme a recours à des préjugés pour déprécier une personne du fait de son apparence physique.

Le racisme ne cherche-t-il pas à porter atteinte à la dignité d'un tout en suscitant la haine et la violence verbale ou même physique ?

Développé à partir du XIXe siècle, le racisme se présente comme une idéologie, une théorie explicative des inégalités entre les hommes et propose alors une hiérarchie entre les groupes humains.

Le racisme a évolué et se manifeste plus souvent de manière subtile. En effet, il existe différentes formes de racisme telles que la différenciation et l'infériorisation de ses victimes, l'exemple des discriminations à l'embauche, les contrôles policiers disproportionnés à l'égard des personnes racisées, voire un accès réduit à des soins de qualité pour certains; ce type de

racisme est dit « racisme systémique », car il se manifeste dans les structures sociales, économiques, politiques et éducatives.

De plus il existe aujourd'hui un racisme culturel, qui s'appuie sur les différences culturelles, en les présentant comme incompatibles, à l'égard du rejet de l'islam et d'autres peuples d'Afrique, tenant des discours comme : « ... ils ne s'intègrent pas à notre culture... ».

L'analyse des formes contemporaines du racisme suppose de distinguer donc les opinions d'une part, et les pratiques concrètes de ségrégation d'autre part.

Il est important de rappeler que la notion de « race » peut fonder et accompagner des pratiques de destruction et de domination.

Enfin, il y a ce racisme banalisé qui met en évidence des comportements ou remarques vus comme anodins par ceux qui les évoquent mais ayant des stéréotypes ou une subordination raciale, tout comme les blagues racistes et les compliments tels que : « *tu parles bien pour un(e) noir(e)* », une remarque faite particulièrement à un membre de notre groupe, Noura Bancé², dans son collège par l'un de ses professeurs lors de son arrivée.

1.2. Spécificités de la ruralité

« Ruralité, caractère de ce qui est rural, fait référence à l'ensemble des représentations collectives associées à la vie dans les espaces ruraux. Proche de l'idée de mode de vie, le mot est apparu à la fin des années 1990 pour désigner un lien, dans sa dimension anthropologique, aux différents contenus de l'espace rural (de moins en moins agricole mais plus tourné sur l'environnement, le patrimoine et les paysages). Devenue une notion globalisante pour désigner un mode d'habiter, qui permet d'atténuer une opposition franche entre la ville et la campagne devenue obsolète. Une dimension

1. [Loi n° 72-546 du 1 juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme](#). Loi qui modifie la loi sur la liberté de la loi sur la liberté de presse de 1881 et crée les délits d'injure et de diffamation à caractère raciste, ainsi que celui de la provocation à la haine ou à la violence raciale.

2. Noura Bancé, membre de l'Initiative jeune de la CNC-DH, réfugié, ancienne Mineure non accompagnée.

politique tend aujourd'hui à rattraper le terme et impose d'y apporter un regard critique, tant le monde politique et la presse l'utilise de plus en plus fréquemment. »³

La notion de ruralité est une construction complexe, à la fois géographique, sociologique, culturelle et symbolique. Elle dépasse la simple opposition ville/campagne pour désigner un ensemble de représentations collectives, souvent idéalisées, mais aussi des réalités vécues, parfois en décalage avec ces représentations.

Sur le plan géographique, la ruralité désigne les espaces peu densément peuplés, souvent en dehors des grands centres urbains. Elle est associée à des paysages agricoles, forestiers, ou naturels, et à une organisation sociale plus dispersée.

Dans l'imaginaire collectif, la ruralité est souvent idéalisée :

- Elle renvoie à la nature, à l'authenticité, à la tradition.
- On y projette des valeurs positives : calme, solidarité, temps long, proximité avec la terre, mode de vie sain.
- En littérature (ex. : Jean Giono, George Sand) ou au cinéma (ex. : Manon des Sources), la ruralité est fréquemment mise en scène comme le refuge de l'âme, un lieu où l'on se ressource, à l'écart des tensions de la ville.

La ruralité, ça se raconte et ça se réinvente pour mieux mettre en route ces espaces que la société a tout intérêt à rendre plus désirables au quotidien. Alors les médias tendent à renforcer ce mythe rural, souvent en contradiction avec les réalités : On parle de « France pro-

fonde », de « terroir », d'art de vivre.

Les zones rurales sont aussi parfois représentées comme des lieux figés, en retard, voire abandonnés (problèmes d'accès aux soins, déserts médicaux, pauvreté cachée).

Il existe une distorsion importante entre la perception collective de la ruralité et l'expérience concrète de ses habitants. En effet, les habitants des zones rurales souvent attachés à leur territoire, partagent certaines valeurs de solidarité locale, mais aussi une conscience claire des contraintes vécues : enclavement, mobilité réduite, précarité de l'emploi, accès aux services publics.

Ils revendiquent parfois cette image de ruralité positive, en la liant à une identité locale, mais rejettent l'idée d'un monde « arriéré » ou « hors du temps ».

Parce que la ruralité idéalisée est une construction urbaine : c'est souvent depuis la ville qu'on rêve la campagne comme un havre de paix.

La vie rurale, réelle, implique des négociations quotidiennes avec des réalités économiques et sociales bien éloignées de la carte postale.

En milieu rural, l'arrivée de personnes racisées ou issues de l'immigration peut être vue comme une menace pour l'identité locale. En effet, dans les petits villages, les rapports sociaux reposent sur des codes ce qui rend difficile l'intégration d'une personne dite "étrangère".

Ainsi le rejet est basé sur les stéréotypes « ils profitent du système », le refus de louer ou vendre son logement à une personne racisée, la difficile scolarisation de ces personnes.

En tant que jeunes immigré(e)s ou issu(e)s de ruralités nous nous sentons responsables de la résilience et de la transmission intergénérationnelle des pratiques de solidarité et d'acceptation de l'autre.

Étant les passeurs de l'avenir, nous, jeunes, pouvons prétendre permettre un brassage

3. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/ruralite>.

Sources : Bouron Jean-Benoît et Georges Pierre-Marie, Les territoires ruraux en France. Une géographie des ruralités contemporaines, Ellipses, 2015 [réed. 2019], p. 63. Mathieu Nicole (1996), « Rural et urbain : unité et diversité dans les évolutions des modes d'habiter », in Jollivet, M., Eizner, N. (dir.), L'Europe et ses campagnes, Presses FNSP, p. 187-216.

Pour compléter Gilles Muller, « Dynamiques, mutations et recompositions paysagères des territoires ruraux alsaciens », Géoconfluences, mai 2021.

Liens externes Christine Margetic et Nicolas Rouget, « Ruralité », Hypergéométrie, 2019.



culturel et le vivre ensemble. Notre rôle fondamental est donc de porter un regard lucide et surtout humain sur les réalités de l'immigration. L'objectif étant de combattre les clichés tout en valorisant le parcours d'immigré.es. Par notre engagement et notre sens du dialogue, nous pouvons devenir des piliers de l'intégration et de la cohésion sociale.

1.3. Racisme en milieu rural : une réalité sous-estimée ?

On a souvent pensé que la ruralité représentait une tranquillité sociale et un vivre-ensemble, mais cela peut cacher une réalité autre que la cohésion, qui est le racisme banalisé.

Certaines études peuvent mettre ce constat en perspective : les études scientifiques faites sur le racisme rural.

Selon le rapport de la CNCDH de 2024, les actes et discours racistes concernent tous les territoires, cependant 80 % des plaintes sont déposées en milieu urbain, ce qui ne reflète pas forcément la réalité, mais plutôt un manque de signalement dans les milieux ruraux.

Selon une étude de l'Insee⁴, les enfants de parents immigrés subissent plus de discriminations à l'école et à l'embauche, y compris dans les zones rurales.

L'étude montre que la discrimination à l'embauche à l'encontre des candidats issus de l'immigration est de l'ordre de 40 % en moyenne. Cette inégalité de traitement entre candidats affecte toutes les candidatures d'origine étrangère, indépendamment de l'origine du candidat, ce qui va à l'encontre de l'hypothèse d'une défiance ciblée à l'encontre de vagues particulières d'immigration.

De plus, l'accès à un logement ou à une place de crèche peut être difficile pour des causes

telles que le nom ou l'accent.

C'est le cas des jeunes immigrés qui voient leur dossier refusé par les agences immobilières à cause de leur accent ou de leur mauvaise expression en français.

Il faut surtout noter que les témoignages sont très importants pour donner un sens à cette réalité souvent cachée.

Une jeune mineure non accompagnée d'origine ivoirienne témoigne avoir été la cible d'un groupe de filles d'origine française. Cela a commencé d'abord par des questions embarrassantes : « *Y'a pas d'école dans ton pays ?* » ; « *Tu comprends quand on te parle ?* », puis des blagues très déplacées : « *C'est l'été, mais toi t'es déjà assez noire pour bronzer* », ensuite ça a continué avec des provocations, jusqu'à ce que plusieurs personnes lui viennent en aide, parce qu'elle ne s'était pas laissée faire.

Les jeunes immigrés et surtout placés par l'Aide sociale à l'enfance (ASE)⁵ dans les zones rurales, évoquent surtout un accueil froid, des regards insistant voir avec dégoût, des personnes qui émettent une expression d'agacement du simple fait de les voir.

4. Institut national de la statistique et des études économiques. <https://www.insee.fr/fr/accueil> ; <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1378023?sommaire=1378033>.

5. L'aide sociale à l'enfance est, en France, une politique sociale menée dans le cadre de l'action sociale. [L'article L.221-1 du code de l'action sociale et des familles](#) définit le service d'aide sociale à l'enfance au niveau de chaque département.

2. L'IMMIGRATION COMME PIVOT DU DIS- COURS POLITIQUE : UNE CONSTRUCTION IDÉOLOGIQUE À FORTE RÉSONANCE RURALE

2.1. L'instrumentalisation politique de l'immigration

L'immigration constitue aujourd'hui un **objet politique central**, en particulier dans les stratégies de l'extrême-droite, dont l'ancrage électoral s'est significativement renforcé en 2024 (près de 40 % des suffrages, dont 31,4 % pour le seul Rassemblement national - RN - pour les élections européennes)⁶. Cette progression s'appuie sur une base électorale issue des classes populaires et moyennes inférieures, souvent **extérieures aux centres urbains**. Le discours porté vise à désigner les populations immigrées et racisées comme responsables des effets du néolibéralisme⁷, et ce dans un contexte où les partis dits « modérés » participent également à cette stigmatisation.

Selon l'économiste Stéfano Palombarini, la **centralité accordée à l'immigration, à l'islam ou à l'identité française** dans les discours politiques marginalise les questions de redistribu-

6. *Le Monde*, [Les résultats des élections européennes 2024](#).

7. Par la promotion de la dérégulation, la privatisation des services publics et la compétition généralisée, le néolibéralisme contribue à l'accroissement des inégalités sociales et économiques. Il fragilise les protections sociales, précarise l'emploi et affaiblit les solidarités collectives (notamment par le délitement des instruments de protection et de représentation collective qui permettaient aux classes intermédiaires et populaires de défendre efficacement leurs intérêts). En valorisant l'individu autonome et responsable de sa réussite, il tend à invisibiliser les mécanismes structurels de domination et à culpabiliser les plus vulnérables. Ce modèle a également renforcé la marchandisation de secteurs fondamentaux comme la santé, l'éducation ou le logement, accentuant les inégalités d'accès et de qualité. Enfin, le néolibéralisme peut générer un sentiment d'abandon dans certains territoires, notamment ruraux ou désindustrialisés, alimentant défiance démocratique et replis identitaires.

tion, de services publics ou de justice sociale⁸. Il souligne que si le racisme n'est pas l'unique cause du vote RN, il constitue néanmoins un préalable nécessaire à la stratégie politique de division des classes populaires : une opération visant à faire peser les coûts du modèle néolibéral sur les groupes perçus comme « *étrangers à la nation* »⁹.

2.2. La politisation xénophobe des classes moyennes en ruralité : entre insécurité culturelle et recomposition identi- taire

Les dynamiques de vote en milieu rural ne s'expliquent pas uniquement par la pauvreté ou l'exclusion. Le sociologue Yann Le Lann insiste sur une **polarisation des classes populaires selon un clivage identitaire** qui dépasse les simples déterminations économiques¹⁰. Ce phénomène recoupe des tensions géographiques (France métropolitaine vs France périphérique), des angoisses culturelles, et une volonté de distinction sociale.

Le concept de « **conscience triangulaire** » qu'il mobilise montre que certaines franges des classes populaires se perçoivent comme distinctes à la fois des élites et des populations précarisées (chômeurs, immigrés), dans une posture de **dignité sociale conservatrice**¹¹. Cette perception alimente un sentiment de dé-
possession culturelle et matérielle structurant

8. Palombarini, S. (2023). L'extrême droite, ou les métamorphoses du néolibéralisme. In U. Palheta (Dir.), *Extrême droite : La résistible ascension* (Première partie : Conquérir le pouvoir. Progression électorale et convergence des blocs, chap. 1, p. 29–40). Éditions du Seuil. On peut en effet lire à la page 33 : « *Les questions liées à la fiscalité, aux services publics, à la relation salariale demeurent au second plan d'un discours axé sur des thèmes comme l'immigration, l'islam, la sécurité ou l'identité française* ».

9. *Ibid*, p. 37.

10. Le Lann, Y. (2023). Classes populaires, marchandisation du travail et vote RN. In U. Palheta (Dir.), *Extrême droite : La résistible ascension* (Première partie : Conquérir le pouvoir. Progression électorale et convergence des blocs, chap. 2, p. 41–53). Éditions du Seuil.

11. *Ibid*, p. 52.

le vote pour l'extrême-droite.

Le sociologue Félicien Faury de son côté, montre que **le socle électoral du RN dépasse le monde ouvrier**¹². Employés, artisans, commerçants, retraités modestes composent également cette coalition. Dans les discours recueillis, l'hostilité à l'immigré ne se fonde pas tant sur l'idée qu'il « vole le travail », mais sur celle qu'il profiterait indûment des mécanismes redistributifs de l'État social. Ce ressentiment est renforcé par l'idée que l'immigré incarne une figure d'usager illégitime, non producteur de valeur mais consommateur de ressources publiques, aggravant ainsi les inégalités perçues.

Le succès de l'extrême-droite en milieu rural s'explique aussi par une **mise en récit idéologique** : face à une modernité urbaine perçue comme décadente (féminisme, multiculturalisme, écologie politique), la **ruralité est érigée en bastion des valeurs traditionnelles**, patriotiques, enracinées¹³. En 2022, un tiers des agriculteurs a voté pour Le Pen ou Zemmour ; en 2024, le RN est arrivé en tête dans 9 633 communes rurales. Il s'approprie une idéologie agrarienne qui oppose symboliquement les campagnes saines aux villes corrompues, tout en éludant les causes structurelles de la crise agricole et de la désertification des services.

2.3. Un racisme rural structuré par des relais médiatiques

Les médias jouent un **rôle déterminant dans la construction des représentations collectives** et la formation de l'opinion publique. Lorsqu'ils relaient des discours xénophobes, ou qu'ils offrent une tribune sans contradiction à des figures publiques tenant des propos racistes, ils contribuent à légitimer ces idées dans l'espace public¹⁴. Une telle exposition peut faire croire

que ces opinions sont largement partagées, renforçant ainsi leur **acceptabilité sociale**. On observe alors une « **migrantisation du débat public** »¹⁵, où l'immigration est un bouc émissaire, perçue comme une menace et justifiant des politiques sécuritaires et répressives.

Biais cognitifs et répétition des discours

La répétition de messages hostiles à l'encontre de certains groupes minorisés contribue à l'ancrage des stéréotypes et à la normalisation d'un climat de défiance, voire d'hostilité. Ce phénomène est renforcé par plusieurs biais cognitifs, en particulier le **bias de disponibilité** : les individus tendent à surestimer la fréquence d'événements fortement médiatisés, comme les **faits divers** impliquant des personnes perçues comme « étrangères » (plus de détails en partie 4-2), bien qu'ils soient statistiquement marginaux¹⁶. Cette surexposition entretient une **perception déformée de la réalité sociale** et alimente les peurs collectives.

Affaiblissement des normes sociales et institutionnelles

L'**absence de réaction ferme de la part des institutions** – qu'il s'agisse de la justice, des autorités de régulation des médias ou des responsables politiques – face à la banalisation des discours racistes peut être interprétée comme un signe de tolérance, voire d'adhésion implicite. Ce silence affaiblit les normes sociales et juridiques qui fondent la lutte contre le racisme, et ouvre un espace de légitimité à des comportements discriminatoires, voire haineux.

Amplification numérique des discours xénophobes

Le sociologue Ugo Palheta pointe de son côté l'importance des transformations médiatiques

12. Faury, F. Le vote d'extrême droite chez les petites classes moyennes. In U. Palheta (Dir.), *Extrême droite : La résistible ascension* (Première partie : Conquérir le pouvoir. Progression électorale et convergence des blocs, chap. 3, p. 53–66). Éditions du Seuil, 2023.

13. Baqué, P., [Comment l'extrême droite laboure la campagne](#). *Le Monde diplomatique*, mars 2024.

14. Perrenot, P. « Médias et extrême droite : de la banalisa-

tion à la promotion ». In U. Palheta (Dir.), *Extrême droite : La résistible ascension*, p. 189–202. Institut la Boétie.

15. Boudou, B., [Du cyclone à la submersion : la « migrantisation » des problèmes publics](#). AOC Media, février 2025.

16. Bouron, S., « Les faits divers, industrie médiatique et arme idéologique pour l'extrême droite ». In U. Palheta (Dir.), *Extrême droite : La résistible ascension*, p. 129–144. Institut La Boétie.

dans l'alimentation du racisme¹⁷ : montée de l'**audimat**, poids des éditocrates, **expansion de la « fachosphère » sur Internet** et de l'empire médiatique de Vincent Bolloré.

En effet, l'essor des plateformes numériques a permis à de nouveaux acteurs de diffuser largement ces représentations stigmatisantes. Des figures issues de la « fachosphère » ou de la « virilosphère » – comme Papacito – se présentent comme des voix anti-système, et popularisent des discours réactionnaires, sexistes et xénophobes auprès d'un public jeune et politisé. Ces contenus alimentent un **imaginaire rural identitaire, fondé sur une opposition entre une France périphérique**, enracinée, homogène et victime, et une France urbaine, perçue comme cosmopolite, élitiste et décadente.

3. RÉCEPTION ET EFFETS DES DISCOURS XÉNO-PHOBES EN MILIEU RURAL

3.1. Représentation sociale des migrants chez les populations rurales

On estime que 90 % des immigrés résident en zones urbaines (grandes zones urbaines et communes denses), donc 10 % d'entre eux sont répartis hors du tissu urbain¹⁸. Parmi eux, 5 % vivent dans une commune rurale, et moins de 5 % en zone hyper-rurale. Ils sont donc, lorsqu'ils ne sont pas complètement absents, minoritaires. Cela entraîne une absence de contact direct entre la population locale et la population immigrée, contribuant à la subsistance de représentations stéréotypées.

Pour le compte de France Terre d'Asile, l'historien Yvan Gastaut est revenu en 2011 sur les stéréotypes à l'égard des migrants et sur leurs sources¹⁹. Il mentionne les médias et la sphère politique qui ne cessent de les désigner comme une « crise migratoire », alimentant un imaginaire anxiogène et nourrissant une peur sans fondement factuel, la survivance de préjugés anciens nés dans des contextes historiques particuliers, la surexposition à des faits divers dans lesquels une personne immigrée est en cause... Sans contact avec les populations concernées, ces stéréotypes et craintes s'ancrent dans les mœurs, faisant des migrants l'objet de peurs symboliques.

À partir des travaux du sociologue Alain Mergier et du géographe Christophe Guilluy, le politologue Laurent Bouvet, spécialiste de l'extrême droite, formule la notion d'insécurité culturelle²⁰, désignant le sentiment de crainte

17. Palheta, U., « Offensive raciste et montée de l'extrême droite ». In U. Palheta (Dir.), *Extrême droite : La résistible ascension*, p. 87–102. Institut La Boétie.

18. Insee, *Immigrés et descendants d'immigrés – Édition 2023*.

19. Gastaut, Y., *La représentation des réfugiés et des migrants dans les médias : Le poids des stéréotypes* (Note d'analyse n° 6). France Terre d'Asile, 2011.

20. Soubrouillard, R., *Bouvet : « Le vote Le Pen témoigne*

ressenti par des populations locales qui ne sont pas au contact d'étrangers ou de supposés étrangers mais se sentent menacés par eux dans leur statut social, leur mode de vie. Loin de légitimer la xénophobie ou de justifier cette crainte qu'il juge non fondée, Laurent Bouvet estime nécessaire cette notion qui permet de matérialiser l'origine du rejet pour pouvoir s'y attaquer.

3.2. Impact social sur les migrants : discrimination et isolement

Selon un sondage CSA pour CNEWS, Europe 1 et le JDD datant de février 2025, 75 % des Français estiment qu'il ne faut pas inciter les personnes issues de l'immigration à venir s'installer dans les territoires ruraux²¹. Ce chiffre monte à 82 % pour les sondés vivant eux-mêmes en zone rurale. Alors que cette réticence touche toutes les catégories sociales, il est logique que ce rejet de l'implantation des migrants par les populations locales soit source de discrimination à l'égard des populations issues de l'immigration et conduise à leur isolement.

Nous aurions souhaité pouvoir inclure ici une série de témoignages de personnes immigrées s'étant installées en milieu rural afin de relater les difficultés qu'ils peuvent rencontrer dans l'accès à l'emploi et au logement notamment. Malheureusement, peu de témoignages sont disponibles et nous ne sommes pas parvenus à en recueillir davantage. Les personnes concernées se sentent souvent illégitimes ou craignent parfois de se présenter avec un statut de victimes. De tels témoignages permettraient pourtant de rendre compte de l'impact des discriminations raciales sur les personnes, dans une dimension plus personnifiée et moins abstraite que les statistiques ou les discours diffusés par les associations.

[aussi de l'insécurité culturelle](#) ». Marianne, 26 avril 2022.
21. Bergeron, A., Sondage : [75 % des Français opposés à l'installation des immigrés en zone rurale](#). Le Journal du Dimanche, 6 février 2025.

3.3. Initiatives locales pour l'inclusion

Heureusement, les populations rurales ne sont pas uniformément réticentes à l'intégration des migrants. De nombreuses initiatives solidaires se sont développées et continuent de le faire. Par exemple, né à Notre-Dame-de-l'Osier, un village de 500 habitants en Isère, le projet de l'association Terre Loko²² est de soutenir, par une approche holistique, l'installation des migrants : apprentissage du français, aide administrative, formation au maraîchage bio et à la boulangerie...

Loin d'être un exemple isolé, les initiatives sont nombreuses. L'association A4, main dans la main avec AgroMigrateurs²³ et Makery, facilite l'installation des migrants dans l'agriculture et l'artisanat en leur offrant l'hébergement ainsi qu'un accompagnement juridique et des formations²⁴. L'association 3aMIE, dans l'Isère, a pour vocation de faciliter la scolarisation des mineurs et jeunes majeurs migrants grâce à des enseignements réguliers portés par des bénévoles et financés localement²⁵. Plus connue, l'association Utopia56 qui vient en aide aux étrangers en situation irrégulière, aux réfugiés et aux personnes sans abri ou sans domicile fixes, agit également en milieu rural.

Jamidullah Shinwari, réfugié afghan, est arrivé en France en août 2021 et a, après quelques semaines, obtenu une place au centre d'accueil de demandeurs d'asile de Saint-Aignan. Il a bénéficié de l'aide de l'association pour l'accueil solidaire des migrants en Val de Cher (ASMVC) et vit aujourd'hui dans un logement individuel. Il raconte, dans une interview sur France Info²⁶, qu'alors qu'il cherchait à apprendre le français, le président de l'association lui a donné

22. [Voir site Internet de l'association Teroloko](#).

23. Plus d'informations sur la page Facebook <https://www.facebook.com/AgrosMigrateurs/>.

24. Makery. [Accompagnement à l'installation en agriculture et artisanat en France de personnes ayant des parcours migratoires](#). Makery.

25. [Voir le site Internet de l'association 3aMIE](#).

26. Rondonier, M. [Témoignages. Trois ans après avoir fui l'Afghanistan, Liza et Jamidullah racontent leur parcours d'intégration dans la France rurale](#). Franceinfo, 2024.



un téléphone afin qu'il puisse commencer par apprendre avec des applications, puis une bénévole lui a donné des cours de français grâce auxquels il étudie aujourd'hui le français à l'Université de Tours.

Certaines municipalités sont également engagées en faveur de l'accueil des migrants. Par exemple, depuis 2015, la commune de Pes-sat-Villeneuve a ouvert un Centre d'hébergement dans une ancienne colonie de vacances, offrant 70 places d'accueil, en partenariat avec l'association CeCler²⁷. En 2022, ce centre provisoire d'hébergement (CPH) avait déjà accueilli plus de 700 personnes²⁸.

4. LE PRISME SÉCURITAIRE DANS LE TRAITEMENT DE L'IMMIGRATION

4.1. Dimension politique : criminalisation de la migration et droit d'asile en recul

Le champ politique, au-delà de l'extrême-droite, participe activement à la criminalisation de l'immigration par l'accumulation de **lois sécuritaires et antiterroristes qui construisent une figure d'ennemi intérieur**. Loin d'être marginales, ces lois participent d'un virage sécuritaire global en Europe, au détriment des droits fondamentaux²⁹. Elles entérinent une logique où les migrants sont considérés comme potentiellement dangereux avant d'être considérés comme titulaires de droits, participant ainsi à leur délégitimation politique et sociale.

Dans cette configuration, l'immigration est pensée non pas comme un fait social ou économique, mais comme une **menace sécuritaire, appelant une réponse policière, judiciaire ou militaire**. Cette instrumentalisation permet de légitimer des politiques restrictives, tout en répondant à une demande sociale façonnée par l'anxiété, l'incertitude économique et les paniques morales.

4.2. Les faits divers comme outil au coeur de la « bataille culturelle »

La couverture médiatique de l'immigration repose sur une **mise en récit émotionnelle et sensationnaliste** des faits divers impliquant des personnes étrangères ou perçues comme telles. Cette mise en scène s'inscrit dans une

27. [Centre Provisoire d'hébergement \(CPH\)](#).

28. Élie, M. [Les élus ruraux plutôt favorables à l'accueil des migrants](#), *La Gazette des communes*, 3 novembre 2021.

29. Filloux, B.. [Un an après le vote de la loi asile et immigration : les droits des personnes migrantes s'effritent encore](#). Oxfam France, 28 janvier 2025.

dynamique d'association automatique entre immigration, délinquance et menace pour la cohésion nationale.

Les travaux d'Erik Neveu rappellent que les médias jouent un rôle structurant dans la construction des problèmes publics³⁰ : ils relaient prioritairement des visions du monde conservatrices et sécuritaires, notamment à travers la **mise en avant des infractions commises par des migrants**, aux dépens d'une couverture neutre ou proportionnelle des réalités sociales. Cette dynamique s'accroît notamment avec la radicalisation éditoriale de médias historiquement conservateurs (*Valeurs actuelles*, *Le Point*, *L'Express*).

Ainsi, les faits divers (comme les meurtres de Lola ou Thomas qui ont fait polémique) deviennent des catalyseurs de campagnes racialisantes orchestrées par des personnalités politiques et médiatiques de l'extrême-droite, avec l'introduction de termes comme *francocide* (terme utilisé par E. Zemmour notamment en octobre 2022), qui construisent une menace ethnoraciale³¹. Cette logique s'alimente d'une dépendance des journalistes aux sources policières et judiciaires, souvent imprégnées d'une lecture raciale des problèmes sociaux.

Les faits divers remplissent aussi une fonction idéologique : distraire l'attention des enjeux structurels (inégalités, démantèlement des services publics), en fournissant des récits à haute intensité affective, peu coûteux à produire, et donc très présents dans l'espace médiatique (+73 % de faits divers dans les JT entre 2002 et 2012 selon l'INA)³².

4.3. Pratiques policières et racialisation par le contrôle

Les politiques sécuritaires trouvent leur traduction concrète dans les pratiques des forces de l'ordre. L'anthropologue Didier Fassin montre comment les discriminations systématiques se déploient à travers des pratiques de contrôle racialisé, avec des effets performatifs : **en ciblant prioritairement les jeunes racisés des quartiers populaires, on « prouve » leur surreprésentation dans certaines infractions**, renforçant ainsi l'illusion d'un lien naturel entre immigration et criminalité³³.

La logique de discrimination statistique aboutit à une vision biaisée de la réalité sociale, qui conforte les stéréotypes et justifie a posteriori les politiques sécuritaires. Cela accentue la défiance, l'exclusion et la stigmatisation, notamment dans les milieux populaires et ruraux où la police devient un vecteur central de la normativité raciale.

30. Neveu, Érik, *Sociologie politique des problèmes publics* (2e éd.). Édition Armand Colin, 2022.

31. Bouron, S. « Les faits divers, industrie médiatique et arme idéologique pour l'extrême droite ». In U. Palheta (Dir.), *Extrême droite : La résistible ascension*, pp. 129–144). Institut La Boétie, 2023.

32. *Le Monde* (avec AFP), [En dix ans, le nombre de faits divers dans les JT a augmenté de 73 %](#), 17 juin 2023.

33. Fassin, D. « Une police extrême-droitisée ». In U. Palheta (Dir.), *Extrême droite : La résistible ascension*, pp. 161–172. Institut La Boétie, 2023.

5. RECOMMANDATIONS

Objectifs : construire une culture de l'inclusion et de la dignité partagée tout en restant ancré dans les réalités sociales, éducatives et politiques du monde rural.

Origine des recommandations : audition avec Stéphane Duval (voir transcription en annexe).

5.1. Déconstruire les stéréotypes par la communication et la valorisation

- Mettre en place des campagnes locales de valorisation des réussites des jeunes migrants (ex. : portraits dans la presse locale, vidéos, podcasts, expositions photo).
- Promouvoir les parcours éducatifs et professionnels réussis (contrats d'apprentissage, réussites scolaires, intégration dans la vie locale).
- Organiser des temps de parole dans les médias locaux (radios, plateaux TV associatifs, réseaux sociaux) pour déconstruire les discours dominants et rétablir les faits (ex. : taux de délinquance nul, réussite scolaire élevée).
- Créer des supports pédagogiques à destination du grand public pour expliquer le rôle des structures éducatives (ex : SAVI), les parcours des jeunes et les résultats concrets.
- Réaliser des reportages participatifs (réalisés avec les jeunes) montrant la vie quotidienne dans les foyers, les activités sportives, artistiques, les relations de voisinage réussies.
- Réagir publiquement aux discours haineux ou aux actes racistes par une prise de position collective des structures éducatives et sociales

5.2. Développer des espaces de dialogue inter-culturel

- Créer ou renforcer des instances de parole pour les jeunes accueillis (type CVS) afin de leur permettre d'exprimer les discriminations vécues, et co-construire des réponses éducatives et institutionnelles.
- Favoriser les rencontres entre habitants et jeunes migrants à travers des événements conviviaux : repas partagés, journées citoyennes, fêtes de quartier.

5.3. Impliquer les employeurs locaux dans la dynamique

- Encourager les employeurs à témoigner de leur changement de regard après avoir recruté des jeunes racisés ou migrants (sensibilisation par l'expérience directe).
- Mettre en place des dispositifs de tutorat ou de parrainage en entreprise pour favoriser l'intégration et déconstruire les préjugés
- Valoriser les entreprises engagées dans l'insertion des jeunes issus de l'immigration à travers des labels locaux ou des récompenses publiques.

5.4. Intervenir dans les établissements scolaires et lieux de formation

- Déployer des programmes de sensibilisation au racisme et à l'histoire des migrations dans les collèges et lycées.
- Former les personnels scolaires à la prise en charge des violences racistes (prévention, signalement, accompagnement des victimes).
- Proposer des interventions d'associations antiracistes ou de témoins (anciens MNA, éducateurs, etc.) dans les classes.



5.5. Défendre une politique d'accueil territorialisée

- Militer pour une stabilité des dispositifs d'accueil et une amélioration du dialogue avec les services de l'État (préfecture notamment).
- Encourager les collectivités locales à assumer une politique volontariste d'accueil (logement, formation, inclusion).
- Proposer des expériences de jumelage rural/nord-sud ou des échanges culturels qui remettent en perspective les migrations (ex. : échanges solidaires avec le Sénégal).

5.6. Lutter contre la banalisation des discours et actes racistes

- Mettre en place un observatoire local des discriminations pour documenter et visibiliser les violences racistes (verbales, physiques, symboliques).
- Soutenir juridiquement et psychologiquement les victimes d'actes racistes, notamment dans les petites communes.
- Proposer des formations spécifiques à destination des forces de l'ordre et des personnels en contact avec des populations racisées.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et chapitres d'ouvrages

U. Palheta (Dir.), *Extrême droite : La résistible ascension*, Institut La Boétie, 2023

Neveu, E. *Sociologie des problèmes publics* (4^e éd.). Armand Colin.

Articles de presse et analyses

Le Monde diplomatique, Baqué, P. « [L'extrême droite veut gouverner pour le capital](#) », mars 2024.

AOC media, Perrenot, P. « [Du cyclone à la submersion : la migrantisation des problèmes publics](#) », 5 février 2025.

Le Monde, « [Résultats des élections européennes 2024](#) ».

Marianne, L. Bouvet : « [Le vote Le Pen témoigne aussi de l'insécurité culturelle](#) », 26 avril 2012.

Journal du dimanche, « [75 % des Français opposés à l'installation des immigrés en zone rurale](#) », 27 avril 2024.

France 3 Régions, « [Témoignages : trois ans après avoir fui l'Afghanistan, Liza et Jamidullah racontent leur parcours d'intégration dans la France rurale](#) », avril 2024.

Le Monde, « [En dix ans, le nombre de faits divers dans les JT a augmenté de 73 %](#) », 17 juin 2023.

Rapports, statistiques, institutions et ONG

Insee. (2024). [Population des immigrés par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle](#).

France Terre d'Asile. (2020). [Représentation des réfugiés et des migrants dans les médias : Le poids des stéréotypes](#).

Oxfam France. (2024). [Un an après le vote de la loi asile et immigration, les droits des personnes migrantes s'effritent encore](#).

ANNEXES

La présente section regroupe l'ensemble des documents ayant nourri la réflexion tout au long du projet : comptes rendus de réunions, échanges avec les membres de la CNCDH, matériaux de terrain, ainsi que la transcription brute de l'audition menée. Y figurent également les questionnaires utilisés, qu'ils aient été pleinement exploités ou non, ainsi que divers écrits de travail. L'objectif de cette compilation est de permettre une traçabilité complète des sources mobilisées et de faciliter une éventuelle reprise ou prolongation du travail à l'avenir.

Organisation du projet :

Outils mobilisés et coordination interne

1. Canal WhatsApp : coordination rapide et sondages de réunions

Utilisé pour identifier les créneaux disponibles (via des sondages), envoyer les rappels de réunion, diffuser les comptes-rendus (ensuite centralisés sur Google Drive).

2. Google Drive : centralisation de la production collective

Création d'un dossier commun, contenant :

- Une fiche-outil « auditions » (modèle de mail, liste de contacts, grille de questions, retranscriptions)
- Une fiche-outil « bibliographie » (ressources thématiques classées)
- Une fiche-outil « définitions » (cadre conceptuel et juridique)
- Une fiche-outil « plan détaillé » (problématique et structuration progressive)
- Une fiche-outil « rétroplanning » (tâches, échéances, priorités)
- Un document « point d'étape » envoyé en mars au tuteur référent

3. Outil Zoom : soutien essentiel à la discussion collective

Initialement, des réunions hebdomadaires étaient prévues chaque lundi à 15h30. Si ce rythme n'a pas pu être maintenu, notamment

en raison des obligations scolaires et personnelles, les échanges en visioconférence ont permis d'assurer une continuité minimale du projet.

Bilan de l'expérience

Points positifs :

- Engagement sincère malgré les contraintes
- Mise en place d'outils clairs et accessibles
- Ambiance de travail bienveillante et respectueuse
- Volonté de contribuer utilement à une réflexion collective

Points à améliorer :

- Ambitions initiales trop élevées par rapport aux moyens disponibles
- Organisation rendue difficile par les disponibilités variables
- Interactions humaines limitées par le format virtuel
- Coordination irrégulière sur la durée du projet

Transcription de l'audition avec Stéphane Duval³⁴ :

Pouvez-vous présenter votre parcours et nous expliquer pourquoi la question du racisme en milieu rural vous intéresse-t-elle ?

Je fais partie d'une association qui s'appelle La Voix de l'enfant. C'est par Martine Brousse que j'ai eu connaissance de ces questions. Ce sont des sujets d'actualité très forts, comme celui du racisme et de la xénophobie, un sujet auquel j'ai encore été confronté la semaine dernière.

Je viens de l'aide sociale à l'enfance. J'ai été éducateur à l'origine, j'ai commencé ma carrière il y a quarante ans. J'avais l'aspiration de faire un métier utile, en lien avec des valeurs que l'on m'a transmises dès l'enfance. J'ai évolué comme responsable de service éducatif,

34. Cette transcription ne restitue pas mot à mot les propos de M. Duval ; elle en offre une reformulation fidèle, dans un souci de clarté et de lisibilité. Le contenu a été respecté avec rigueur, tout en étant réorganisé pour en faciliter la compréhension.



puis directeur adjoint, puis directeur.

Pendant la crise migratoire de la fin 2014, j'ai eu une responsabilité humanitaire importante dans le dispositif de la « Jungle » de Calais. Nous avons accueilli entre 12 000 et 13 000 personnes. Un centre d'accueil de jour a été ouvert : il y avait des points d'eau, des douches, un accompagnement psychologique. Un dispositif a été spécialement mis en place pour les femmes et enfants, avec 400 personnes logées dans des modulaires. Puis a été construit le camp des containers, avec entre 2 500 et 3 000 personnes.

C'était mon premier véritable contact avec cette réalité, même si, dans les maisons d'enfants, on accueillait déjà depuis les années 2000 des mineurs isolés étrangers, aujourd'hui appelés mineurs non accompagnés (MNA). Le département a ensuite construit un dispositif spécifique pour les MNA.

C'est mon directeur de l'époque qui m'a confié ces responsabilités. Ce sont des sujets qui le préoccupaient beaucoup. Nous organisons également des séjours humanitaires au Sénégal : construction d'écoles, de centres sociaux. Il s'agissait d'agir de manière utile pour les populations locales et d'utiliser cette expérience pour valoriser les jeunes qui se sentaient nuls.

Dans le Pas-de-Calais, il y avait initialement une quarantaine de places pour les jeunes, aujourd'hui on en est à 160. Je dirige aujourd'hui le SAVI à Béthune, où nous accueillons des garçons et filles de 16 à 18 ans en moyenne.

Avez-vous observé une évolution des tensions ou des solidarités intercommunautaires dans ces territoires au fil des dernières années ?

Au SAVI, il y a très peu de tensions. Des jeunes de communautés différentes vivent en colocation sans poser de problèmes. En revanche, à Calais, au niveau des adultes, les tensions sont restées rares pendant l'année, mais il y a eu deux pics extrêmement violents pendant deux ans : deux rixes avec plusieurs milliers de personnes. Ce sont parfois des « scènes de

guerre » pour des raisons qui semblent secondaires.

Avez-vous été témoin de comportements racistes ou xénophobes à Calais ? Pouvez-vous nous décrire la nature de ces faits ?

À Calais, c'est une situation d'une complexité extrême. Quand 12 000 personnes vivent sur un même terrain, des problèmes surviennent. En 2016-2017, la crise migratoire a été anticipée et un soutien a été mis en place, mais toujours dans l'idée que cela prendrait fin. Pendant 24 mois, ces personnes ont vécu à proximité d'une ville, ce qui a entraîné des réactions. Ce n'était pas un rejet raciste, plutôt un rejet de la situation. Une dame, vivant juste à côté de la Jungle, a dû se barricader chez elle, alors qu'elle vivait auparavant dans un environnement paisible.

Côté forces de l'ordre, j'ai entendu des propos abjects, même vis-à-vis des salariés (nous étions 130 salariés de 16 communautés différentes). Mais j'ai aussi vu des agents d'une extrême bienveillance. Un jeune que j'accueille aujourd'hui a été délibérément renversé sur l'autoroute : une tentative de meurtre.

Aujourd'hui, on sent que les gens s'autorisent de plus en plus. Il y a une semaine, une jeune fille du service a été victime d'injures racistes et frappée parce qu'elle n'était pas française, parce qu'elle n'était pas blanche. Il y a eu un dépôt de plainte, un suivi médical, une enquête pénale. Elle m'a dit que cela durait depuis longtemps, au début c'était des « blagues », maintenant c'est une agression physique.

Je crains une banalisation. Chaque jour, à la télé ou à la radio, on entend le mot « immigration ». Même au sein du gouvernement, tout tourne autour de ça. J'ai fait un podcast sur les MNA parce que j'en ai marre d'entendre n'importe quoi. Parmi les bulletins scolaires, 4 sur 5 jeunes ont eu les félicitations. Sur 50 jeunes, 80 % ont eu félicitations ou encouragements. Le taux de délinquance à Béthune est de 0 %.

Concernant la communauté juive, il y a quelques années, on n'en parlait jamais. Aujourd'hui, il y a des tags sur les établissements.

Cela rappelle des heures sombres. Que va-t-il se passer demain ?

Quand je parle à des gens d'autres milieux du parcours de certains jeunes MNA, ils sont surpris : cela ne correspond pas à ce qu'on entend sur les plateaux télé.

Et à Béthune ?

Béthune est une ville de province un peu bourgeoise, où le nombre de personnes noires était très faible auparavant. Depuis l'installation du SAVI, on observe une augmentation de la population noire.

Il existe une scission « de couleur » entre les blancs et les personnes de couleur. La communauté africaine est la plus nombreuse, avec des jeunes originaires du Mali, de Côte d'Ivoire, de Guinée, un peu du Sénégal, du Niger, de Gambie, d'Angola...

Aujourd'hui, avec les réseaux sociaux, il y a un besoin de valoriser les parcours des jeunes pour contrer les discours « tordus » qui véhiculent n'importe quoi. Par exemple, 25 jeunes sont en contrat d'apprentissage ; certains employeurs avaient une mauvaise image des personnes de couleur avant de recruter, mais après avoir rencontré ces jeunes, ils changent complètement d'avis et les qualifient de « perles ». C'est la méconnaissance qui fait agir bêtement : on ne fait que reproduire ce que l'on entend.

Les personnes racisées expriment-elles leur vécu ? Parviennent-elles à identifier les actes ou propos qui leurs sont faites ou dites ?

Au Conseil de la Vie Sociale (CVS), une instance où les jeunes peuvent s'exprimer, la question du racisme a été abordée car on sent que les tensions augmentent. Les administrations sont de plus en plus exigeantes, obtenir un visa pour avoir un logement devient de plus en plus compliqué, tout se tend.

Entre le discours médiatique, populaire et politique, les effets se répercutent dans la réalité que nous construisons avec les jeunes. Les relations avec les services de la préfecture se

tendent également.

Au CVS, les jeunes savent très bien ce qui se passe. Certains baissent les yeux et longent les murs en disant « faut pas que j'aie de problèmes ». D'autres sont très intéressés par les informations.

J'ai rappelé aux jeunes lors du CVS l'importance de l'exemplarité : *« Vous devez faire attention. Le fait que vous soyez de couleur prend une toute autre dimension. Le discours n'est plus le même : ils disent "ils s'en foutent, ils respectent rien". Il suffit qu'un jeune mette la radio un peu trop fort en faisant le ménage, et ça crée des problèmes. Votre responsabilité est énorme, soyez vigilants. »*

C'est incroyable que je doive dire cela, qu'on doive faire attention à ne pas choquer. Si un seul fait une erreur, tous les autres en pâtissent, on entend alors « ils ne veulent pas s'intégrer ».

Quelles initiatives positives avez-vous observées dans certains territoires ? Qu'est-ce qui a permis leur émergence ?

Je crois beaucoup à la communication, il faut parler de ce qui fonctionne. La semaine prochaine, avec le Directeur Général et Martine Brousse, nous allons faire un plateau TV pour parler de notre métier. Il faut répéter ces messages et dédramatiser.

On peut aussi mener des actions au niveau local. Par exemple, au SAVI de Boulogne, un éducateur sportif a proposé du sport aux jeunes. Il faut que ces initiatives soient connues. Notre société est déjà suffisamment mal en point pour oublier ce genre d'efforts.

Pour valoriser l'image ternie des jeunes MNA, racisés, immigrés, comment faire ?

C'est une responsabilité qui nous incombe en tant qu'éducateurs. Pour ma part, je suis particulièrement exigeant sur le plan éducatif. Tout ne peut pas être simplement donné. Chaque mois, nous remettons une allocation aux jeunes pour qu'ils puissent subvenir à leurs besoins essentiels, notamment se nourrir. L'objectif est de



leur faire comprendre que la France offre des avantages considérables, comme l'accès gratuit aux soins médicaux, ce qui représente une richesse inestimable. Cependant, bénéficier de ce système ne signifie pas en abuser.

Je me souviens d'un épisode qui m'a profondément irrité : un jeune bénéficiait de l'allocation jeune majeur. J'ai appris par une éducatrice qu'il avait trouvé un emploi sans en informer personne, donc qu'il percevait des revenus importants. Je l'ai convoqué pour un entretien. Lorsqu'il m'a dit que « le département n'avait jamais rien fait pour lui », j'ai été très choqué, car c'est précisément le département qui finance sa prise en charge. Je lui ai donc fait le calcul précis de ce qu'il avait coûté à la collectivité pendant les deux années passées chez nous : environ 120 000 euros investis pour lui permettre de construire son projet professionnel. Je lui ai dit que son discours était non seulement lamentable, mais aussi profondément injuste.

Notre travail consiste à soutenir ces jeunes, à leur ouvrir des portes, à être des déclencheurs d'opportunités. Mais il faut qu'ils comprennent que rien ne tombera du ciel. Il y a une vraie exigence à laquelle ils doivent se confronter.

Par exemple, un jeune nommé Hamza rêvait de devenir ingénieur à 16 ans. Grâce à son engagement et à son exigence personnelle, il a réussi à intégrer une école d'ingénieurs.

L'aspiration à « de grandes choses » ou à changer le monde est-elle largement partagée parmi les jeunes ?

Lorsque les jeunes arrivent, ils viennent souvent avec un rêve. Parfois, ils parviennent à le réaliser. Même lorsque leur ambition est plus modeste, comme devenir boulanger, ils peuvent à leur manière contribuer à changer le monde. Chaque fois qu'un employeur recrute une personne racisée, il participe à faire évoluer la société.

